



Grenoble INP - UGA
Institut d'Ingénierie et de management /Graduate Schools of
engineering and management
46, avenue Félix Viallet - 38031 Grenoble Cedex 01

MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE MULTIMARQUE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES **(CCTP)**

MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE
Consultation n° F25S026

Table des matières

1.	OBJET DU MARCHÉ :	3
2.	DESCRIPTION DES SITES :	3
3.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS DEMANDEES :	3
4.	LIMITES DE PRESTATIONS :	3
5.	ABREVIATIONS	4
6.	DOCUMENTS DE REFERENCE, NORMES ET REGLEMENTS	4
7.	PRESTATION DE MAINTENANCE	6
7.1.	Rappel des niveaux d'intervention	6
7.2.	Maintenance préventive	6
7.3.	Maintenance corrective	8
8.	ORGANISATION DU CONTRAT	8
8.1.	Maintenance préventive	8
8.2.	Maintenance corrective	10
8.3.	Outils et formations du titulaire	11
8.4.	Formation du personnel des sites en charge de la sécurité	11
8.5.	Fournitures et pièces de rechange	11
8.6.	Obligation de conseil et d'information	12
8.7.	Visites Règlementaires	12
9.	LES DELAIS	12
9.1.	Délais d'intervention pour dépannage	12
9.2.	Délai de remise en état	12
9.3.	Délai d'établissement d'un diagnostic	13
10.	PRISE EN CHARGE - REMISE DU MATERIEL ET EQUIPEMENTS	13
10.1.	Description des missions attendues	13
10.2.	Connaissance des lieux et des équipements	13
10.3.	Organisation de l'exploitation et mise en place des prestations	13
10.4.	Livrables attendus	14
10.5.	Remise des matériels et équipements	14
11.	LIVRABLES ET REUNIONS	14
11.1.	Documents consultables sur site - Carnet d'entretien et registre de sécurité	14
11.2.	Mise à jour des documents	14
11.3.	Documents périodiques à fournir à l'INP	15
11.4.	Réunions	16
12.	PRIX ET FACTURATION	16
12.1.	Visites Périodiques	16
12.2.	Devis	16
12.3.	Avenant au contrat	16
13.	OBLIGATION DU TITULAIRE	16
13.1.	Le Responsable	16
13.2.	Personnel sur site	16
13.3.	Qualification :	17

ANNEXE 1 Descriptif des installations

1. OBJET DU MARCHÉ :

Le présent marché a pour objet, les opérations et travaux à exécuter sur l'ensemble des bâtiments de l'Institut Polytechnique de Grenoble (INP).

Elles concernent la vérification, la maintenance préventive, l'entretien et l'Evolution technologique des Systèmes de Sécurité Incendie.

Le présent marché est réputé global pour l'ensemble des équipements décrits dans le présent CCTP. La durée du marché est fixée dans l'acte d'engagement.

2. DESCRIPTION DES SITES :

Le patrimoine de l'INP est constitué de 40 bâtiments répartis sur 3 sites et sur 2 départements.

Ces établissements peuvent accueillir des locaux enseignement avec amphis, des bureaux, des laboratoires de recherches et des infrastructure sportives.

Ces établissements seront décomposés en 4 lots géographiques

Lot 1	Bâtiments situés sur le site Viallet (Grenoble)
Lot 2	Bâtiments situés sur le site Minatec / Escape (Grenoble)
Lot 3	Bâtiments situés sur le campus de Saint-Martin d'Hères
Lot 4	Bâtiments situés sur le site Valence

3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DEMANDEES :

L'ensemble des équipements objet du marché comprend les systèmes de sécurité incendie composés de :

- **Les équipements centraux (ECS, CMSI),**
- **Les détecteurs automatiques, les déclencheurs manuels, les tableaux de report**
- **Les équipements d'alarme et leurs périphériques,**
- **Les asservissements associés au compartimentage, au désenfumage et au arrêts techniques,**
- **Les alimentations et batteries associées.**
- **Les transmetteurs téléphoniques associés au SSI**

La localisation, description, quantitatif et spécifications techniques des installations à entretenir sont indiquées en annexe 1 du CCTP.

Cette liste permet au TITULAIRE d'apprécier la taille des installations et d'en déduire les contraintes de maintenance.

Cette liste est donnée à titre indicatif.

Il est sous-entendu qu'il faut rajouter l'ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement. Il appartient au TITULAIRE de compléter, s'il le juge nécessaire, cette liste pour établir sa proposition car il ne saurait en aucun cas se prévaloir d'une quelconque omission.

4. LIMITES DE PRESTATIONS :

Les limites de prestations sont définies de manière à garantir à chaque intervenant les limites de sa responsabilité.

Pour chaque installation définie dans le présent C.C.T.P. les limites de prestation obéissent aux règles générales suivantes :

- Font partie, sans aucune restriction, de l'objet du marché, tous les équipements figurant sur la liste jointe en annexe 1 ainsi que tous les réseaux les reliant entre eux.
- Pour l'alimentation des équipements objet du marché, les limites de prestation sont fixées aux borniers ou dispositifs de raccordement de l'équipement inclus.
- Pour les organes, hors objet du marché, asservis ou alimentés par un des équipements les limites de prestations sont fixées aux borniers ou dispositifs d'alimentation de l'organe au marché.

Précisions sur les limites de prestations

Téléphonie : Le TITULAIRE assure le maintien en état de fonctionnement des systèmes de transmetteur téléphonique relié au SSI au titre du présent contrat. Il pourra également être sollicité pour des mise à jour de programmation des numéros appelés lors des visites préventives sans surcoût.

5. ABREVIATIONS

A.E.S. :	Alimentation Electrique de Sécurité
C.C.F. :	Clapet Coupe-Feu
C.M.S.I. :	Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie
D.A.C. :	Dispositif Adaptateur de Commande
D.A.S. :	Dispositif Actionné de Sécurité
D.M. :	Déclencheur Manuel
D.S. :	Diffuseur Sonore
D.S.N.A. :	Diffuseur Sonore Non Autonome
E.A. :	Equipement d'Alarme
E.C.S. :	Equipement de Contrôle et de Signalisation
E.R.P. :	Etablissement Recevant du Public
I.G.H. :	Immeuble de Grande Hauteur
P.C.F. :	Porte Coupe-Feu
P.C.S. :	Poste Central de Sécurité
S.D.I. :	Système de Détection Incendie
S.M.S.I. :	Système de Mise en Sécurité Incendie
S.S.I. :	Système de Sécurité Incendie
U.A.E. :	Unité d'Aide à l'Exploitation
U.G.A. :	Unité de Gestion de l'Alarme
V.C.F.	Volet Coupe-Feu

6. DOCUMENTS DE REFERENCE, NORMES ET REGLEMENTS

L'entrepreneur devra se conformer aux prescriptions des documents énumérés au cahier des clauses administratives particulières ainsi qu'aux normes, lois, décrets et règlements en vigueur à la remise des offres.

Les principaux documents de référence applicables à ce lot sont les suivants :

- ⇒ Les C.C.T.G. édités par le C.S.T.B. en vigueur à la signature du marché ;
- ⇒ Les prescriptions techniques contenues dans les Avis Techniques du C.S.T.B. ;
- ⇒ L'ensemble des textes officiels relatifs aux règles de protection et de sécurité sur les chantiers
- ⇒ Toutes les prescriptions propres au présent projet relatives aux normes de sécurité ;
- ⇒ Les recommandations professionnelles.

Il devra notamment se soumettre :

1. A l'ensemble des normes et règles en vigueur à la date de remise de l'offre, spécialement :

- ☐ Le code de l'urbanisme R 111.1 à R 111.4
- ☐ Le code de la construction et de l'habitation R 123.1 à R 123.55
- ☐ Le code du travail
- ☐ Règlement sanitaire départemental
- ☐ Les prescriptions du conseil national supérieur de l'hygiène
- ☐ Décret du 14/11/88 concernant la protection des travailleurs

- ❑ Les publications UTE C Electricité, UTE C12.100, C12.118, C12.200, C13.100, C13.200, C14.100, C15.100, C17.100, UTE C12.210
- ❑ Décret du 14/12/72 contrôles et attestations de conformité
- ❑ Les directives CEE 89/336/CEM sur la compatibilité électromagnétique.
- ❑ Les normes NF C 91-081/082 relatives aux compatibilités électromagnétiques.
- ❑ La norme IEC 801.2 niveau 4 concernant l'immunité aux décharges électrostatiques.
- ❑ Les règles UTE C 91.011/013 concernant les perturbations électromagnétiques.
- ❑ La norme NF EN 55022 sur les perturbations radioélectriques pour appareils de traitement de l'information.
- ❑ Les recommandations de mise à la masse et de mise à la terre dans les installations de télécommunications.
- ❑ Normes EN 54 et ses déclinaisons sur la détection incendie
- ❑ Normes NFS 61.931, Dispositions générales des SSI
- ❑ Normes NFS 61.932 et NFS 61.970, Règles d'installation des SSI
- ❑ **Normes NFS 61.933, Règles d'exploitation et de maintenance des SSI**
- ❑ Normes NFS 61.934, Centralisateurs de mise en sécurité incendie
- ❑ Normes NFS 61.935, Unités de signalisation des SSI
- ❑ Normes NFS 61.936, Equipements d'alarme des SSI
- ❑ Normes NFS 61.937, Dispositifs actionnés des SSI
- ❑ Normes NFS 61.938, Dispositifs de commande des SSI
- ❑ Normes NFS 61.939, Alimentation pneumatique de sécurité des SSI
- ❑ Normes NFS 61.940, Alimentation électrique de sécurité des SSI
- ❑ Normes NFS 61.941, Equipements de répétition d'exploitation
- ❑ Normes NFS 61.950, Matériels de détection incendie
- ❑ Normes NFS 61.962, Tableaux de signalisation à adresse de zone
- ❑ FD S 61 949 Commentaires et interprétations des normes SSI
- ❑ NF S 32 001 Son normalisé pour les diffuseurs d'alarme.

2. Aux décrets et arrêtés définissant les dispositions de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, notamment :

- ❑ Les prescriptions concernant la sécurité contre l'incendie
- ❑ Le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du 25 Juin 1980
- ❑ L'arrêté du 19 Novembre 2001 modifié portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de type J.
- ❑ Les arrêtés modificatifs du règlement de sécurité parus depuis 1980.
- ❑ Article GN 8 §5 (Arrêté du 24 septembre 2009)

3. Aux prescriptions éventuelles de l'avis du C.S.T.B., concernant les matériaux mis en œuvre ;

Aux règles de normalisation et instructions publiées par l'Association française de normalisation AFNOR

Aux prescriptions de pose des fabricants, ainsi qu'aux impositions complémentaires émises par la Commission Technique des Assurances et aux règles éditées par l'APSAD I7.

Pour tous les textes parus avant l'établissement de la soumission, les modifications sont à prévoir par l'entreprise lors de sa réponse, et restent à sa charge ;

Pour tous les textes paraissant après, il appartient à l'entreprise de proposer au Maître d'Ouvrage les incidences financières qui en découlent, avant toute exécution.

Les installations seront dans tous les cas conformes aux règlements en vigueur au jour de la signature du marché ainsi qu'aux normes AFNOR et DTU.

Les matériaux ou matériels employés seront toujours de bonne qualité dans l'espèce indiquée et conformes aux normes françaises AFNOR homologuées à la date de la signature du marché.

Les listes ne sont ni exhaustives, ni limitatives.

7. PRESTATION DE MAINTENANCE

7.1. Rappel des niveaux d'intervention

La mission de maintenance confiée au TITULAIRE doit permettre d'assurer la pérennité et le maintien dans le temps des performances de l'ensemble des installations techniques, équipements et réseaux composant ces installations à un niveau optimal.

Les prestations objet du présent marché comprennent les opérations de maintenance préventive systématique, et corrective, telles que définies ci-après :

Niveau I (personnel exerçant une responsabilité générale de surveillance)

Le niveau I correspond à l'accès direct au système par toute personne exerçant une responsabilité générale de surveillance et qui est censée réagir en premier et rechercher l'origine d'une alarme feu ou d'un dérangement. Ceci suppose au moins une protection physique d'accès, soit par conception du matériel, soit en installant celui-ci à un emplacement réservé.

Toute opération effectuée correspond à la gestion normale du système.

Exemple d'intervention au niveau I : commande manuelle provoquant le déclenchement de l'automatisme de mise en sécurité d'une ZS.

Niveau II (personne ayant une responsabilité particulière de sécurité)

Le niveau II correspond à un accès au système par toute personne exploitante formée, informée et autorisée qui non seulement est en mesure de pratiquer certaines opérations d'exploitation mais aussi d'apprécier les conséquences qui en découlent.

Les opérations effectuées à ce niveau sont susceptibles de modifier les états du système. Elles ne peuvent être exécutées que si le manipulateur suit une procédure particulière nécessitant un dispositif d'accès spécifique (clef, code, etc.).

Exemple d'intervention au niveau II : réinitialisation du système.

Niveau III (personnel habilité à faire de la maintenance)

Le niveau III correspond à un accès au système par toute personne chargée d'effectuer les mises en service et les opérations de maintenance technique telles que prévues par le constructeur.

Il est nécessaire d'utiliser un outil standard ou non (tournevis, clef, code, etc.).

En ce qui concerne le matériel, ce niveau permet de procéder aux opérations de vérification et de mesure afin de s'assurer du bon fonctionnement et de remplacer les éléments dont l'interchangeabilité est prévue.

En ce qui concerne le programme éventuel, ce niveau permet de changer des paramètres dont la modification a été prévue à la conception.

Exemples d'interventions au niveau III : remplacement à l'identique d'une carte électronique sur connecteur, modification de la programmation des séquences suite à une redistribution de locaux.

Niveau IV (personnel autorisé par le constructeur)

Le Niveau IV correspond à toute intervention non prévue aux niveaux inférieurs.

Exemples d'intervention au niveau IV : dessoudage et remplacement à l'identique d'un composant électronique, modification du programme d'exploitation.

7.2. Maintenance préventive

La maintenance préventive est effectuée, selon des critères prédéterminés, dans l'intention de réduire la possibilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir, dans le temps, les performances de matériels ou d'équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

La mise en place des prestations correspondantes a pour objet :

- De garantir le bon fonctionnement des équipements, notamment en minimisant les risques d'interruption de fonctionnement,

- De limiter à terme les actions correctives d'ampleur en privilégiant une maintenance préventive systématique.

La maintenance préventive permet :

- D'éviter la détérioration d'un organe principal, par le remplacement d'un sous composant,
- De diminuer les risques d'avaries ainsi que les coûts résultant de l'indisponibilité de l'équipement,
- D'accroître la sécurité des biens et des personnes,
- D'effectuer dans des conditions idéales des tâches préparées à l'avance et donc de gagner du temps.

Les opérations correspondantes permettent de provoquer les interventions "extraordinaires" des spécialistes lors de la mise en évidence des risques de défaillance.

Description des prestations de maintenance préventive

Lors des visites de maintenance préventive le TITULAIRE devra réaliser l'intégralité des essais fonctionnels décrits dans les annexes B à K de la NFS61-933.

ECS/CMSI

- Contrôle des tensions élémentaires et des protections
- Contrôle des différents circuits
- Contrôle des connexions
- Contrôle des fonctions d'exploitation
- Contrôle des voyants
- Vérification repérage et signalétique (plaquettes de référence, vignettes NF...)

ALIMENTATION DE SECOURS ET/OU PUISSANCE - BATTERIES

- Contrôle de la charge des batteries, nettoyage des cosses
- Mise en fonctionnement en secours (coupant la source principale)
- Contrôle des tensions et courants
- Remise en fonctionnement marche normale
- Contrôle du fonctionnement du chargeur automatique

Le remplacement des batteries d'accumulateurs peut être effectué selon le résultat des mesures préconisées par le constructeur de l'alimentation.

A défaut les batteries doivent être changées par un matériel neuf, **au plus tard quatre ans** après leur mise en service.

Les nouvelles batteries doivent rester conformes aux spécifications du fabricant du produit dans lequel elles sont implantées.

DETECTEURS PONCTUELS

- Contrôle de l'état des lignes des détecteurs, isolement, courant de garde, courant d'alarme
- Contrôle de fonctionnement de chaque détecteur
- Essais sur les lignes avec un générateur adapté
- Essais sur le dérangement de chaque boucle en débranchant successivement un détecteur, un fil et / ou en enlevant un fusible

DETECTEURS MULTI-PONCTUELS

- Essais avec générateur adapté
- Dépoussiérage du réseau de prélèvement
- Test du système de surveillance de l'obstruction du réseau

DETECTEURS LINEAIRES DE FUMÉES

- Nettoyage de l'optique
- Contrôle du circuit
- Contrôle de l'alignement émetteur, récepteur
- Essais d'alarme par opacité et dérangement par obstruction

INDICATEURS D'ACTION

- Contrôle de l'état
- Contrôle de fonctionnement de chaque indicateur d'action

DECLENCHEURS MANUELS

- Contrôle de l'état
- Contrôle de fonctionnement de chaque déclencheur manuel

ASSERVISSEMENT

- Contrôle des circuits de commandes d'asservissements
- Contrôle de la bonne transmission des ordres de commandes automatiques et / ou manuelles ainsi que des ordres de mise en service des différents éléments commandés avec ou sans contrôle des circuits de surveillance de lignes et des signalisations des ordres donnés au tableau.
- Tous les D.A.S (PCF, VCF, CCF, etc....) y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position et d'un réarmement à distance, feront l'objet d'un examen visuel direct. Chaque dysfonctionnement ou anomalie constaté sera consigné avec précision sur les fiches d'essais.
- Pour les systèmes d'extraction mécanique associé au désenfumage, mesures de débits et vérification de la conformité avec l'installation et le besoin.

EQUIPEMENTS D'ALARME

- Contrôle de l'état de chaque diffuseur sonore
- Contrôle de l'état de chaque diffuseur lumineux
- **Essais de fonctionnement obligatoires pour chaque bâtiment**

DISPOSITIFS DE TRANSMISSION DES ALARMES ET DERANGEMENTS

- Essai des dispositifs de TRE, U.A.E, imprimante

ARRETS TECHNIQUES

- Essais des commandes (Energie, Climatisation, Ventilation etc. ...)

Nota : Les coupures énergie ne pourront être exécutées sans l'accord préalable du responsable de site.

7.3.Maintenance corrective

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance ou d'une dégradation.

Dans le cadre du marché, le TITULAIRE assure les interventions de maintenance corrective de tout type.
La maintenance corrective débouche sur deux types d'intervention : palliative ou curative.

a) Maintenance palliative

Elle caractérise les dépannages, c'est à dire une remise en état de fonctionnement effectuée in situ, parfois sans interruption de fonctionnement de l'ensemble concerné, avec un caractère « provisoire ».

Les interventions correspondantes visent à réduire :

- la durée d'arrêt des installations,
- les conséquences et, d'une façon générale, les désordres qui s'en suivent,
- les risques encourus par les occupants des locaux.

b) Maintenance curative

Elle caractérise les réparations, faites in situ ou en atelier, parfois après dépannage, avec un caractère définitif.

8. ORGANISATION DU CONTRAT

8.1.Maintenance préventive

Le TITULAIRE est responsable de la politique de maintenance. Il s'appuie sur les prestations minimales de maintenance développées ci-dessous et se doit de les compléter si besoin en termes de fréquence et de tâches, pour garantir le respect de ses obligations de résultats.

Le TITULAIRE conserve l'entière responsabilité de la politique de maintenance, il lui appartient :

- D'adapter ces gammes aux exigences spécifiques des installations (équipements spécifiques, conditions d'exploitation particulières...) pour garantir les objectifs de résultats,
- D'améliorer ces gammes au cours de l'exploitation du site en tenant compte de l'expérience acquise,
- De compléter les gammes par les données des constructeurs,
- De mettre à disposition du donneur d'ordres, à la fin de la période de prise en charge, pour validation, les gammes ainsi modifiées, en explicitant les évolutions par rapport aux gammes types.

Le TITULAIRE doit se conformer aux notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements et à une fréquence d'essai préconisées par le constructeur.

Dans le cadre des visites préventives, si le prestataire constate que l'ensemble ou une partie de l'installation nécessite une remise en état partielle ou totale (par exemple : remplacement de technologie des détecteurs selon le risque des locaux, obsolescence des matériels, etc.), cette remise fera l'objet d'un devis qui sera soumis à l'approbation du responsable.

Lors des visites de maintenance préventives, le TITULAIRE devra réaliser les essais fonctionnels (voir annexes B à K de la NFS61-933) au minimum une fois par an. Ces essais peuvent être répartis sur deux visites.

Pour les SSI de catégorie A comportant **plus de deux ZS**, les essais fonctionnels du CMSI doivent être réalisés en **deux visites espacées au minimum de quatre mois**. Une deuxième visite est nécessaire dès lors que celui-ci comprend au moins une ZA plus deux ZC ou une ZA plus une ZC plus une ZF. Pour chaque scénario, lors d'une de ces visites les essais seront effectués en mode manuel depuis l'UCMC, et lors de l'autre visite, en mode automatique à partir du déclenchement d'un des éléments choisis de façon aléatoire dans la ZD considérée.

Les interventions de maintenance préventive systématique ont pour but :

- De surveiller efficacement l'état des équipements et installations, d'accroître la sécurité des biens et des personnes
- De réduire les risques de pannes ainsi que les coûts résultants de l'indisponibilité de l'équipement,
- D'éviter de procéder en urgence à des réparations plus coûteuses que des réfections programmées au bon moment,
- D'éviter d'exécuter des travaux plus importants que nécessaires, lorsqu'ils sont faits en temps utile,
- D'éviter la détérioration d'un organe principal, par le remplacement d'un sous composant.
- Pour les systèmes d'extraction mécanique associé au désenfumage, le titulaire effectuera les mesures de débits et en vérifiera la conformité avec l'installation et le besoin. Si les valeurs de références n'existent pas, l'université à la demande du titulaire fera procéder à ses frais cette mesure par un bureau de contrôle de son choix.

Après chaque jour d'intervention, le titulaire devra fournir, avant son départ, une fiche d'intervention signé conjointement par le technicien compétent et le chef d'établissement ; Cette fiche d'intervention devra spécifier à minima :

- État du système (ou sous-système) à l'arrivée du technicien,
- Équipement(s) échangé(s),
- État fonctionnel du système au départ du technicien compétent.

Par ailleurs, les éléments non opérationnels seront clairement notifiés.

A l'issue de la visite et au plus tard dans les 2 jours suivant la fin de l'intervention de maintenance préventive, le TITULAIRE transmettra un compte rendu au donneur d'ordre.

Les comptes rendus seront transmis sous format pdf aux correspondants transmis à l'attribution du marché :

Ce compte rendu doit contenir :

- Le nom du rédacteur,
- Les dates et lieux d'intervention,
- Le SSI ou partie de SSI concerné par l'intervention,
- Le détail des actions de maintenance préventive
- La confirmation ou non de l'adéquation du type et du nombre de détecteurs, en fonction du risque incendie, en cas de modification (modification d'un volume ou d'un type d'activité par exemple),
- Le détail de chacun des écarts constatés lors des essais fonctionnels,
- Le détail des corrections réalisées en cours de visite,
- Des photos si nécessaire
- Les échanges à caractère périodique réalisés,
- La planification des échanges pour les prochaines visites (Notamment les batteries),
- Les interventions à caractère correctif à faire réaliser,
- Les préconisations du mainteneur, argumentées ou justifiées par des textes de référence s'ils existent.

MODALITES D'INTERVENTIONS / PLANIFICATION

Les visites de maintenance préventive devront se faire durant les heures d'ouverture des bâtiments, du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00.

Au titre de chaque reconduction annuelle, le TITULAIRE établira un planning annuel prévisionnel d'intervention qui devra être validé par le donneur d'ordre et qui tiendra compte notamment du délai normatif maximum entre 2 visites selon le type de SSI sur un même bâtiment.

Si le TITULAIRE ne respecte pas le planning d'interventions validé, les pénalités prévues au CCAP pourront lui être appliquées. En cas d'impossibilité du TITULAIRE à honorer une intervention, celui-ci devra prévenir le donneur d'ordre 2 semaines avant l'intervention et la reprogrammer dans le mois en cours.

Si le jour de l'intervention la prestation ne peut se réaliser, du fait du donneur d'ordre, le TITULAIRE devra proposer une autre date en concertation avec le donneur d'ordre. Ce dernier proposera au titulaire une autre intervention à réaliser le jour J, si ce n'est pas le cas le paiement des frais de déplacement du TITULAIRE pourra être effectué, à la demande du TITULAIRE.

A chaque intervention les intervenants du TITULAIRE doivent informer le donneur d'ordre de leur arrivée sur le site et rendre compte avant leur départ. Ils doivent également tenir à jour les documents contractuels.

8.2.Maintenance corrective

Les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un technicien spécialisé pour intervenir sur les éléments constitutifs du SSI au niveau d'accès III ou IV (voir Annexe A de le NFS 61.933)

Ce personnel doit en outre, posséder la compétence pour apprécier les conséquences de ses actions sur le système et son exploitation.

Les opérations de maintenance corrective sont réalisées :

- À la suite d'une défaillance, d'une dégradation ou d'une réclamation constatée par le TITULAIRE ou le donneur d'ordre,
- À la demande du donneur d'ordre qui précise le degré d'urgence d'intervention souhaité, soit en fonction des perturbations constatées, soit à partir des informations données en clair par les systèmes,
- À l'initiative du TITULAIRE dans un cadre de maintenance préventive-

Le TITULAIRE ne peut prétexter que l'origine de la défaillance est extérieure aux installations objet du présent Contrat pour refuser d'intervenir.

En cas de doute sur l'origine d'un défaut, le Titulaire est chargé de définir les frontières de responsabilité et de déclencher le processus de correction en demandant au donneur d'ordre l'intervention de l'organisme ou le Titulaire incriminé.

L'intervention du titulaire par un technicien spécialisé pour diagnostic est réalisée sous **24 heures** (jour ouvré) sur simple appel téléphonique des référents du donneur d'ordre, suivi d'une confirmation électronique.

Le TITULAIRE en cas de non remise en service de l'installation à l'issue de son diagnostic devra mettre tous les moyens à disposition afin de rétablir si possible en mode dégradée le fonctionnement de celle-ci, si cela n'est pas possible, il devra immédiatement en faire part au référent du donneur d'ordre.

Le titulaire fournit si nécessaire un devis de réparation **sous 48 heures** (jour ouvré).

Chaque intervention de maintenance corrective fait l'objet d'un compte-rendu transmis dans un délai maximum de 24h après l'intervention où sont mentionnés :

Ces comptes rendus seront transmis sous format pdf aux correspondants transmis à l'attribution du marché :

- la date et l'heure :
 - de la demande
 - de l'intervention,
 - de remise en état
- les coordonnées du donneur d'ordre,
- le bâtiment et l'équipement concerné,
- L'état du système (ou sous système) à son arrivée et à son départ
- Description de la panne constatée
- la cause probable / supposée de la panne,
- le détail de l'intervention et le nom de l'intervenant,
- la ou les pièces remplacées et leur provenance,
- État fonctionnel du système au départ du technicien,
- une photographie représentative de l'intervention réalisée.

8.3.Outils et formations du titulaire

Les prestations faisant l'objet du contrat comprennent l'ensemble des opérations définies dans la norme NFS61-933 relatif aux règles d'exploitation et de maintenance des systèmes de sécurité incendie

Le TITULAIRE s'engage à mettre des techniciens **compétents ou spécialisés**, au sens de la NFS 61.933, sur les présentes installations pour réaliser les prestations. Il s'engage à assurer de façon générale ces prestations conformément aux règles en vigueur.

Les prestations, non exhaustives, énumérées dans ce document sont données à titre indicatif et en aucun cas, ne sauraient être limitatives. La consistance de ces prestations doit être adaptée aux caractéristiques et conditions d'utilisation des matériels et aux prescriptions du fabricant.

Le TITULAIRE fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire à la bonne exécution des prestations ;

- L'outillage courant ou spécialisé.

A ce titre le Titulaire doit être en mesure de disposer des outils multimarques nécessaire au diagnostic, dépannage et entretien de l'ensemble des équipements du marché.

- Les logiciels ou interfaces spécifiques
- Les appareils de mesure et de contrôle,
- Les équipements complets pour le travail en hauteur, le balisage des zones,
- Les équipement individuel et/ou collectif de sécurité.

Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur, ou l'installateur d'un équipement, ces outillages sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus au même titre que celui-ci.

Si pour certaines installations, le TITULAIRE n'est pas autonome pour les interventions de niveau III et niveau IV et requière l'intervention du fabricant, celui-ci devra justifier d'un accord de partenariat avec le fabricant spécifique au(x) site(s) concerné(s). Les délais contractuels devront être respectés même en cas d'intervention du fabricant, le non-respect de ces conditions entrainera l'application de pénalités.

Le TITULAIRE veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à INP qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Le prix forfaitaire est réputé comprendre toutes les dispositions et équipements nécessaires relevant de l'application des règles de sécurité et d'hygiène imposées par la réglementation. Il appartient au titulaire de vérifier que toutes ces règles sont parfaitement connues et appliquées par son personnel appelé à intervenir sur site.

8.4.Formation du personnel des sites en charge de la sécurité

Conformément à la norme NFS-61.933 paragraphe 6.1, le TITULAIRE assure une formation sans surcout supplémentaire, du personnel des sites, relative au fonctionnement des matériels en fonction, ainsi qu'à la conduite à tenir en cas de pannes ou de dysfonctionnement.

Cette formation du personnel devra avoir lieu une fois par an dans le cadre de la maintenance préventive. Une formation annuelle par bâtiment sera réalisée avec la fourniture d'une attestation de formation.

8.5.Fournitures et pièces de rechange

Pour la réalisation de ses prestations, le TITULAIRE prend toutes les dispositions nécessaires pour avoir, en permanence, des pièces de rechange dans les délais prescrits d'intervention, **l'indisponibilité d'une pièce ne l'exonérant nullement de ses responsabilités.**

Le TITULAIRE devra, disposer d'un stock d'éléments constitutifs (multimarque pour les lots 2 et 3) et/ou pièces détachées et des outils nécessaires à l'exécution de sa mission

Les caractéristiques techniques des pièces de rechange et des consommables indispensables au fonctionnement correct des installations sont celles qui sont préconisées par le constructeur. Elles sont conformes aux normes en vigueur.

Sont considérées comme pièces de rechange ou petits équipements, d'une façon générale, les pièces détachées et les composants d'équipements nécessaires au remplacement d'un élément reconnu défectueux ou inapte à effectuer son service.

Les pièces détachées de remplacement sont conformes aux pièces d'origine, pour autant qu'elles existent toujours sur le marché. Tout changement de caractéristique doit être signalé au donneur d'ordre.

Le TITULAIRE tient à disposition du donneur d'ordre les copies des certificats de garantie des pièces installées.

8.6.Obligation de conseil et d'information

Conformément à la norme NFS-61.933, le titulaire s'engage à faire état de préconisations, argumentées ou justifiées par des textes de référence s'ils existent, en termes de devoir d'information et de conseil, par exemple l'analyse de l'installation eu égard à l'évolution du risque surveillé.

D'une manière générale, le titulaire informe par écrit le donneur d'ordre de tous les problèmes qu'il rencontre dans la réalisation de ses prestations. Il doit en tout état de cause signaler aux donneurs d'ordre dès qu'il les décèle, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il ne serait pas porté remède.

En outre, si les installations venaient à terme à ne plus être conformes, ou devenir obsolètes ou non-réparables faute de pièces de rechange, le titulaire signale, par écrit, sans délai, aux donneurs d'ordre les contrôles et mises en conformité qui lui semblent nécessaires, en complément de ceux qui lui sont indiqués par l'organisme de contrôle.

8.7.Visites Règlementaires

Les vérifications réglementaires sur le périmètre contractuel sont pilotées par le Pouvoir adjudicateur et suivies conjointement par le Titulaire.

Sur le périmètre technique couvert par des prestations de maintenance confiées au Titulaire, celui-ci :

- A l'obligation d'accompagner les contrôleurs du bureau de contrôle par du personnel habilité, **pendant toute la durée de la visite**, pour l'assistance générale ainsi que toutes les manœuvres, consignations et tous les démontages nécessaires pour leur permettre d'assurer leurs missions en toute sécurité et de façon la plus complète possible ;
- Pendant ces visites, le Titulaire s'engage à lever en direct les anomalies mineures constatées, afin de limiter les observations ;
- S'engage à résoudre les anomalies et à exécuter les travaux dus au titre du contrat dans un délai maximal d'un (1) mois à compter de la date de transmission du rapport par le donneur d'ordre ;
- S'engage à fournir des propositions tarifaires sous un (1) mois à compter de la date de transmission du rapport par le donneur d'ordre pour les travaux qui ne seraient pas dus au titre du contrat ;
- S'engage, à transmettre un suivi des levées des observations avec date et intervenant ;

Le donneur d'ordre s'engage à informer le titulaire 3 mois avant la date de visite réglementaire.

Les délais de levées d'observations définis ci-dessus s'appliquent également pour les rapports de commissions de sécurité. Des pénalités sont prévues en cas de non-présence du Titulaire lors d'une visite d'un bureau de contrôle. Les pénalités sont également prévues en cas de non-respect des délais contractuels pour traiter les anomalies et non conformités.

9. LES DELAIS

9.1.Délais d'intervention pour dépannage

Le délai d'intervention correspond au temps entre la signification de la panne au TITULAIRE et le début de l'intervention.
Le délai d'intervention est : **De 24 heures** maximum.

9.2.Délai de remise en état

Dans le cas d'un dépannage concernant une petite panne, le délai de remise en état provisoire est fixé à 24 heures à compter de l'heure d'arrivée sur le site.

La remise en état définitive s'entend comme la remise en état permettant de retrouver les équipements ou ouvrages selon leurs spécifications initiales.

A la suite d'un dépannage ayant permis la remise en fonctionnement d'une installation défectueuse, le délai d'intervention afin d'effectuer la réparation définitive est laissé sous l'entière responsabilité du TITULAIRE.

Le titulaire fournit si nécessaire un devis de réparation sous 48 heures (jour ouvré) et, une fois le devis accepté par les donneurs d'ordre, effectue la réparation au plus tard sous 1 semaine (jour ouvrable) selon disponibilité des pièces.

La date programmée pour cette réparation définitive figurera dans le programme d'intervention du TITULAIRE, et sera clairement distinguée des tâches de maintenance préventive.

Tout prolongement du délai de remise en état devra être dûment justifié et soumis à l'approbation du donneur d'ordre.

Cette approbation ne dégage pas le TITULAIRE de sa responsabilité car il demeure le seul compétent pour apprécier le caractère technique de l'urgence.

En aucun cas la nécessité de faire intervenir le fabricant est un motif acceptable pour prolonger le délai d'intervention

9.3. Délai d'établissement d'un diagnostic

Le TITULAIRE doit assurer dans le cadre du présent marché une assistance au donneur d'ordre consistant à établir un diagnostic en cas de panne d'installations. Ce diagnostic s'applique aux équipements et ouvrages qui font l'objet du marché et il consiste à proposer au donneur d'ordre une solution corrective, à en évaluer le coût et le délai de mise en œuvre.

Le donneur d'ordre décide librement de la suite à donner à la solution proposée.

La phase diagnostic sera intégrée dans le montant de la maintenance préventive.

Les propositions tarifaires sont réalisées selon les éléments du Bordereau des prix unitaires.

Le délai maximal d'établissement d'un diagnostic à la suite d'une panne et après que les mesures provisoires ont été prises pour assurer un fonctionnement en mode dégradé et de 2 jours ouvrés.

10. PRISE EN CHARGE - REMISE DU MATERIEL ET EQUIPEMENTS

10.1. Description des missions attendues

Cette mission a pour objet de mettre en œuvre le plus rapidement possible et le plus efficacement possible les prestations dues au titre du marché. Celle-ci ne peut en aucun cas être associée avec les visites préventives.

Les objectifs visés sont :

- La connaissance des lieux et des équipements,
- L'organisation de l'exploitation et la mise en place des prestations,

Ces prestations sont entreprises dès la prise en charge du Contrat et réalisées dans **un délai de deux mois**.

10.2. Connaissance des lieux et des équipements

La mission comprend l'ensemble des interventions nécessaires à la prise en charge des installations. Elle doit permettre à l'équipe du TITULAIRE d'appréhender clairement toutes les contraintes et les spécificités des installations faisant l'objet du Contrat.

Le TITULAIRE doit :

- La réalisation et la formalisation d'un audit et des essais nécessaires pour s'assurer du bon fonctionnement des installations :
 - Etat de fonctionnement et de conservation,
 - Conformités,
 - Conditions d'accessibilités,
 - Etc...
- Une prise de connaissance par les intervenants :
 - des contraintes de fonctionnement des bâtiments,
 - de la nature des installations,
 - des conditions et moyens d'accès,
 - etc.
- La mise à jour de l'inventaire technique (marque, caractéristiques techniques des différents équipements,...), annexe 1
- L'inventaire documentaire

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du donneur d'ordre. Le TITULAIRE fait connaître au donneur d'ordre la nature des mises en conformité qui lui paraîtraient nécessaires.

Dans les deux mois de la prise en charge, le TITULAIRE doit présenter ses observations sur l'état des installations qui lui sont confiées.

Sur les bases du rapport d'audit remis par le Titulaire, un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux sera établi à l'issue de la période de prise en charge. L'ensemble des remarques seront tracés dans un rapport informatique type Excel. Les non-conformités relevées seront chiffrées dans les conditions du marché (BPU)

Passé le délai de prise en charge, seules les réserves indiquées à ce procès-verbal sont prises en compte.

10.3. Organisation de l'exploitation et mise en place des prestations

Le TITULAIRE doit mettre en place les prestations lui permettant d'être totalement opérationnel à l'issue de la période de mise en place prévue au Contrat.

Il doit notamment assurer :

- L'organisation et la mise en place des moyens prévus pour l'exécution des prestations :
 - L'équipe opérationnelle,
 - La sous-traitance,
 - Les moyens matériels pour réaliser l'ensemble des prestations demandées,
 - etc.
- La formalisation des documents d'exploitation,
- L'établissement d'un stock de matériels compatible avec les objectifs du marché,
- L'élaboration et la mise en place des méthodes d'organisation, de suivi et d'autocontrôle des prestations de maintenance.
- L'élaboration du plan de formation à l'exploitation

10.4. Livrables attendus

Les livrables attendus à l'issue de la période de prise en charge sont :

- le rapport d'audit,
- la liste des observations sous format « Excel »
- les éventuels chiffrage liés au remises en état nécessaires,
- la liste du personnel affecté au marché et leurs habilitations
- la méthodologie d'organisation, de suivi et d'autocontrôle de la prestation,
- Le planning de maintenance et de formation annuel.
- L'inventaires des installations incluant l'ensemble des caractéristiques souhaitées par le donneur d'ordre.

10.5. Remise des matériels et équipements

Le TITULAIRE s'engage à laisser en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Le TITULAIRE s'engage à transmettre tous les plans, documents et instructions reçues, et autorise le personnel du nouveau TITULAIRE d'accéder aux installations avant expiration du marché.

Le TITULAIRE devra remettre au donneur d'ordre la nomenclature des équipements mises à jour.

Les équipements et matériels mis à disposition du personnel du TITULAIRE pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité.

En cas de dégradation de ces équipements (moyens de communication, badges, clefs...) faisant suite à une mauvaise utilisation, il est demandé au TITULAIRE d'assumer les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors usage.

En général, toute dépense pour remise en état des équipements, des installations ou documents provenant d'un manquement du TITULAIRE aux obligations du présent marché, lui est retenue ou facturée.

11. LIVRABLES ET REUNIONS

11.1. Documents consultables sur site - Carnet d'entretien et registre de sécurité

En application du code du travail, le Titulaire devra transmettre tous les documents et informations qui permettront au donneur d'ordre d'élaborer et de suivre un dossier de maintenance des différents équipements au marché.

REGISTRE DE SECURITE

Pour les bâtiments recevant du public, les visites de maintenance réglementaires devront être notifiées dans le registre de sécurité ERP.

11.2. Mise à jour des documents

Le TITULAIRE devra pendant toute la durée du contrat la mise à jour des documents si nécessaire (mise à jour de plans, programmation...). Les dernières mises à jour de programmation resteront disponibles et accessibles au donneur d'ordre à tout moment et devront être transmises pour tous les SSI de tous les sites.

Les documents mis à jour devront être transmis au donneur d'ordre dans **un délai d'un mois** après la date d'intervention sur le SSI. En cas de non-respect de ce délai, des pénalités pourront être appliquées.

11.3. Documents périodiques à fournir à l'INP

RAPPORT D'INTERVENTION

Chaque intervention fera l'objet d'un rapport (respectant les propositions du candidat émises au sein du cadre de réponse contractualisé) mentionnant le nom de l'intervenant, le site concerné, la date d'intervention, et les détails ci-dessous listés suivants les types d'intervention.

Le contenu demandé dans ce rapport est détaillé au chapitre 8.2

RAPPORT DE MAINTENANCE

En complément des compte rendus d'intervention, le Titulaire doit fournir pour chaque maintenance et pour chaque équipement une attestation de vérification attestant de la bonne réalisation des prestations définies dans le marché.

Le contenu demandé dans ce rapport est détaillé au chapitre 8.1

ATTESTATION DE FORMATION

Le TITULAIRE établit pour chaque formation une attestation de formation, comportant à minima la date, le nom du bâtiment, le nom des personnes ayant assistés à la formation avec signature et le nom du formateur.

COMPTE-RENDUS D'INCIDENTS

Le TITULAIRE établit pour chaque incident un compte rendu écrit, comportant l'analyse des causes, les mesures prises éventuellement pour assurer la continuité du service, les opérations de remise en état définitive.

Le contenu demandé dans ce rapport est détaillé au chapitre 8.2

RAPPORT D'ACTIVITES ET PROPOSITION DE TRAVAUX

Le TITULAIRE doit transmettre au donneur d'ordre un rapport d'activité annuel précisant pour la période écoulée :

- Les faits marquants de la période écoulée,
- Le bilan des opérations de maintenance préventive,
- Le récapitulatif des retards de maintenance préventive et les dispositions prévues pour y remédier,
- Le bilan des attestations de vérification transmises,
- La synthèse des appels de dépannage et de demande d'intervention reçus,
- Le suivi des indicateurs qui seront mis en place, (délais d'interventions, etc...)
- La liste des pièces et matériels remplacés ou modifiés en précisant la nature du remplacement ou de la modification,
- La liste des devis et leur état d'avancement,
- les travaux préconisés, compte tenu des problèmes de fonctionnement, de mise aux normes ou des nécessités de modernisation. Le TITULAIRE indique l'enveloppe financière nécessaire pour chaque type de travaux,

Le TITULAIRE fournit également un rapport présentant les travaux qu'il juge utile de prévoir pour l'année civile suivante.

Ce rapport fourni sur un support « Excel » comporte :

- La description des travaux proposés,
- La motivation de ces travaux (réglementation, renouvellement de matériel arrivé en fin de vie, amélioration, recherche d'économies avec estimation du temps de retour sur investissement...),
- L'urgence des travaux proposés,
- Le budget correspondant pour chaque poste
- Le plan pluriannuel de travaux mis à jour.

Cette proposition de travaux fait si besoin l'objet d'une réunion spécifique.

Ces documents devront être transmis au donneur d'ordre avant la date d'anniversaire du contrat. Passé cette date, des pénalités pourront être appliquées.

A la réception de ces documents, une réunion spécifique pourra être planifiée sans surcoût.

11.4. Réunions

Le titulaire devra participer aux réunions auxquelles il sera convoqué par le responsable de site sans coûts supplémentaires. Ces réunions feront l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire.

12. PRIX ET FACTURATION

12.1. Visites Périodiques

Les prestations faisant l'objet du prix forfaitaire du présent marché comprennent :

- Le nombres de visites adaptées au site pour la maintenance préventive
- Les frais de déplacement
- Le remplacement des batteries
- La participation pour les visites règlementaires pour les établissements concernés
- La phase diagnostic

12.2. Devis

Les propositions tarifaires sont réalisées selon les éléments du Bordereau des prix unitaires.

En cas de chiffrage de pièces non prévue au bordereau de prix, le titulaire devra réaliser sa proposition avec le coefficient de majoration prévu au BPU et fournir l'offre de prix du fournisseur.

12.3. Avenant au contrat

En cas de remplacement du SSI pendant la durée du contrat, un avenant sur le site concerné sera réalisé afin de réévaluer la maintenance préventive en prenant en compte le nouveau quantitatif et le nouveau matériel installé.

A ce titre, des projets de rénovation sont en cours :

- Migration du SDI du site Viallet (lot 1) – le CMSI sera conservé
- Migration complète du SSI de l'IAE (lot 3)

13. OBLIGATION DU TITULAIRE

13.1. Le Responsable

Le marché doit être piloté par un Responsable Contrat qui sera l'interlocuteur direct auprès de l'INP.

Le responsable est chargé du suivi des interventions des agents sur les sites. Il doit être présent sur convocation de l'INP et participe aux réunions de suivi.

Il est responsable :

- de l'organisation du travail,
- du respect de l'exécution des plannings de maintenance préventive,
- du contrôle de la qualité des prestations,
- des documents techniques et rapports tels que définis au présent marché,
- de l'organisation du travail,
- de la préparation et du suivi des prestations,

Il est précisé que le personnel du TITULAIRE est sous le contrôle et la responsabilité de l'encadrement défini ci-dessus.

En cas de changement de responsable contrat, le TITULAIRE doit impérativement informer l'INP et lui communiquer les coordonnées d'un nouvel interlocuteur dans la semaine suivant le changement opérationnel.

13.2. Personnel sur site

Le personnel d'intervention et de remplacement nommément désigné par le TITULAIRE, en vue de l'exécution des prestations du présent marché, doit être préalablement agréé. Il est le seul autorisé à intervenir sur le site pour lequel le présent marché est effectif.

Pour cela, le TITULAIRE doit fournir, dans un délai de 2 semaines à compter de la notification du marché, la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement. Celle-ci devra être mise à jour à chaque changement.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Il appartient au TITULAIRE dans le cadre de son marché, de définir le nombre, les durées et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

Le TITULAIRE est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre.

Le personnel d'intervention du TITULAIRE est soumis aux dispositions générales prévues par la législation du travail ainsi qu'aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Le personnel d'intervention du TITULAIRE, lorsqu'il est sur site doit être indentifiable avec des vêtements de travail floqués au nom du titulaire.

Pour le lot 1, 2 et 3, pour intervenir dans certaines zones classées ZRR (Zone à Régime Restrictif), il sera demandé au titulaire de fournir une pièce d'identité de la liste des intervenant pour la durée du contrat et en cas de changement de personnel.

13.3. Qualification :

L'ensemble du personnel intervenant sur les sites possédera une qualification professionnelle sur les systèmes électriques courants faibles et spécifiquement en SSI. Le personnel doit être apte à intervenir sur les systèmes de plusieurs constructeurs. Le titulaire s'engage à n'employer que du personnel de compétences parfaitement adaptées aux prestations dans le respect des normes et réglementations en vigueur.

Il est ajouté que les opérations de maintenance corrective doivent être réalisées par un personnel habilité pour intervenir sur le système de sécurité incendie aux niveaux d'accès III et IV tels que définis dans la norme NFS 61 – 933.

Si pour certaines installations, le TITULAIRE n'est pas autonome pour les interventions de niveau III et niveau IV et requière l'intervention du fabricant, celui-ci devra justifier d'un accord de partenariat avec le fabricant spécifique au(x) site(s) concerné(s). Les délais contractuels devront être respectés même en cas d'intervention du fabricant, le non-respect de ces conditions entraînera l'application de pénalités.

Le titulaire devra répondre aux aspects réglementaires des normes NFS 61 931 à 61 940. Les candidats devront préciser le nombre et la qualification des personnels susceptibles d'intervenir. Dans son offre, le candidat devra justifier de tout ou partie des certifications et qualifications imposées ci-dessus. Il indiquera notamment, pour ces techniciens intervenant, un profil type indiquant le niveau de qualification, d'habilitation et de certification ainsi que les stages suivis au cours des 2 dernières années.